

<https://47.snuipp.fr/Pour-plus-de-solidarites>



Pour plus de solidarités

- SNUipp 47 - Édito -

Date de mise en ligne : mercredi 1er septembre 2021

Dernière mise à jour : 1er septembre 2021

Copyright © FSU-SNUipp 47 - Tous droits réservés

Pas de Passe ? Pas de sorties, pas de vie sociale.

Nos piliers républicains, Liberté, Egalité, Fraternité sont mis à mal, là où au contraire, face à la pandémie, il faudrait convaincre, fédérer, protéger, déployer des politiques publiques ambitieuses et agir pour plus de solidarités.

Pourtant, le gouvernement avait assuré il y a peu que le passe sanitaire ne s'imposerait pas dans la vie du quotidien.

Pour la CNIL, se pose un problème éthique. « Il faut éviter toute banalisation de ce type de mesure ... La mise en place d'un contrôle sanitaire à l'entrée de certains lieux ou moyens de transport questionne la frontière entre ce qui relève de la responsabilité individuelle et ce qui relève du contrôle social. En principe, il ne doit pas y avoir de contrôle de l'état de santé à l'entrée de lieux de vie collective »

Mais c'est une société du contrôle permanent que Macron entend imposer, forçant nombre de professions à faire la police sous menace d'amendes. Ce contrôle généralisé, profondément discriminant, est socialement insupportable. La division de la population ainsi engendrée aggrave les tensions.

"En même temps", les 1000 personnes les plus riches du monde ont retrouvé leur niveau de richesse d'avant la pandémie en seulement 9 mois. En France, le nombre de milliardaires est passé de 95 à 109 pendant la pandémie. S'il avait suivi le même rythme que les plus grandes fortunes, le SMIC aurait augmenté de 30%[oxfamfrance.org] .

"En même temps" les 500 premières fortunes françaises ont empoché 300 milliards de plus en 2020, ce qui leur fait détenir 47% du PIB, contre 6% il y a 25 ans[Challenges, juillet 2021]. L'écart entre les plus riches et les plus pauvres continue de se creuser de façon indécente, ce qui a des conséquences importantes pour l'harmonie de nos sociétés.

"En même temps", Pfizer, Johnson & Johnson et AstraZeneca ont versé 26 milliards de dollars à leurs actionnaires durant les 12 derniers mois. La richesse totale des nouveaux milliardaires suffirait à elle seule à vacciner l'ensemble de la population dans les pays à faible revenu. À quand la levée des brevets ?

"En même temps", le Conseil constitutionnel a validé la possibilité de suspendre et de licencier des salarié-es en défaut de passe sanitaire. Ce choix du gouvernement d'utiliser la contrainte économique est une nouvelle offensive contre les salarié-es. Le chantage à l'emploi sert aussi de politique de santé.

"En même temps", la politique de casse sociale reste d'actualité. Nos retraites et notre protection sociale, nos services publics, les indemnisations des chômeuses et chômeurs... sont toujours des cibles.

Depuis le début de l'été, des manifestant-es se rassemblent partout dans l'Hexagone pour protester contre l'extension du passe sanitaire. Du jamais vu qui provoque le déploiement de l'arsenal habituel de la propagande gouvernementale : les manifestant-es seraient des "antisémites", au service "des extrêmes", des « égoïstes » qui revendiquent le droit de mettre la vie des autres en danger au motif de leur liberté individuelle et ainsi de suite. On retrouve quasi mot pour mot le même traitement médiatique, le même détournement de vocabulaire déployé contre les gilets jaunes ou autres mouvements sociaux depuis l'élection de Macron.

Pour le SNUipp-FSU et la FSU, le gouvernement répète les mêmes stratégies, fondées sur son mépris envers nous toutes et tous. User de coercition et de pression sans développer tous les outils d'une politique de prévention et de protection est inefficace, engendre l'inverse de l'objectif recherché, provoque incompréhension, mécontentement, défiance et tensions.

De plus, profiter de la situation pour mener à bien des réformes régressives, anti sociales et faire payer la crise aux travailleurs-euses n'est pas acceptable. La crise a au contraire montré le besoin de protections collectives et le manque d'investissements dans les services publics, à commencer par l'hôpital et le système de santé.

Pour plus de solidarités

C'est à cela qu'il faut travailler pour sortir enfin de cette crise et c'est pourquoi, avec la FSU, nous appelons à se mobiliser pour défendre les droits sociaux et les libertés, pour plus de solidarités.